

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1107^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

*Jeudi 7 juin 1962,
à 15 heures*

NEW YORK

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
<i>Reprise de la seizième session</i>	<i>1491</i>
<i>Allocution de Sa Béatitudo l'archevêque Makarios, président de la République de Chypre . .</i>	<i>1491</i>
<i>Point 49 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Question de l'avenir du Ruanda-Urundi: rapport de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi (suite)</i>	<i>1494</i>

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

Reprise de la seizième session

1. Le **PRESIDENT**: L'Assemblée générale reprend les travaux de sa seizième session, et je déclare ouverte la 1107^e séance plénière.
2. Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à tous les représentants qui sont venus participer aux travaux de la troisième partie de la session.

Allocution de Sa Béatitudo l'archevêque Makarios, président de la République de Chypre

3. Le **PRESIDENT**: L'Assemblée générale a aujourd'hui l'honneur et le privilège d'entendre une allocution de Sa Béatitudo l'archevêque Makarios, président de la République de Chypre, qui a exprimé le désir de prendre la parole devant l'Assemblée.
4. Devant recevoir Sa Béatitudo à l'entrée de la salle, je prie les représentants de bien vouloir demeurer à leur place pendant que j'aurai l'honneur de l'introduire.
5. C'est avec un réel plaisir que je souhaite la bienvenue dans cette salle à Sa Béatitudo l'archevêque Makarios, président de la République de Chypre, qui a manifesté le désir d'adresser une allocution à l'Assemblée générale au cours de la troisième partie de sa session.
6. L'histoire du jeune pays dont il préside les destinées depuis sa récente indépendance, la situation méditerranéenne spéciale de ce pays et la personnalité même de notre éminent visiteur donnent à l'allocution qu'il va nous faire une importance particulière à l'heure où nous reprenons nos travaux.
7. J'ai l'honneur d'inviter Sa Béatitudo l'archevêque Makarios, président de la République de Chypre, à bien vouloir prendre la parole à cette tribune.
8. Sa Béatitudo l'archevêque MAKARIOS (Président de la République de Chypre) [traduit de l'anglais]: Je me sens très honoré de cette occasion de prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations

Unies pour la première fois. Je suis déjà venu souvent dans ce bâtiment pour plaider la cause de la liberté de mon pays, mais c'est la première fois que je prends la parole à cette tribune en qualité de Président de la République indépendante de Chypre.

9. Mon pays est un des plus nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il n'y a que deux ans qu'il a fièrement pris sa place en cette enceinte majestueuse après avoir accédé à l'indépendance à la suite d'une longue et pénible lutte pour la liberté, dont nul dans cette salle ou dans les couloirs de ce bâtiment n'a oublié l'histoire et les détails.

10. Je saisis cette occasion pour exprimer mes remerciements chaleureux à tous ceux qui ont soutenu de leur appui moral la lutte pour la libération de Chypre et en particulier à ceux qui ont défendu notre cause activement à l'Organisation des Nations Unies.

11. Chypre est un petit pays qui ne jouit que d'une puissance matérielle ou d'une influence restreintes. Cependant, l'histoire de sa civilisation et de sa culture remonte à 4 000 ans. A cette culture, qui est à la base de la civilisation occidentale, Chypre a apporté sa contribution dans le domaine de la philosophie et des lettres. L'évolution historique de ce pays, coupée de longues périodes de domination étrangère, a fait que ses habitants ont acquis à travers des siècles de tribulations et d'épreuves une longanimité et un esprit de compréhension des autres peuples, qui peuvent être utiles en ces périodes critiques. Chypre a été pendant des siècles au centre des conflits et des conquêtes entre l'Orient et l'Occident, et aspire maintenant en toute humilité à devenir un lien de compréhension et d'unité dans cette région et dans l'ensemble du monde. Notre situation géographique entre trois continents ainsi qu'une longue et étroite association avec les peuples de ces continents nous ouvrent des possibilités et nous imposent aussi des responsabilités.

12. Tout en nous rendant parfaitement compte des moyens limités dont nous disposons, nous sommes aussi pleinement conscients de la part de responsabilités qui nous incombe en tant que membre de la communauté mondiale des nations libres et du rôle qui nous est imparti dans l'évolution de la situation mondiale. Nous estimons que le rôle que Chypre doit jouer dans la communauté internationale se situe sur le plan moral, où ni l'importance d'un pays ni sa puissance ne sont des éléments déterminants.

13. Nous pensons que nous devons alléger en premier lieu à l'Organisation des Nations Unies, qui est l'expression de la conscience de l'humanité et de ses progrès dans la voie de la liberté et de la paix. C'est pourquoi nous restons libres de tout alignement politique et suivons une ligne politique indépendante, inspirée par des considérations de justice et d'intérêt général, en abordant les problèmes mondiaux dans

un esprit objectif. Nous croyons que c'est de cette manière que la modeste contribution de Chypre pourra être constructive et utile.

14. Dès les toutes premières heures de notre indépendance, nous avons proclamé notre foi inébranlable en l'Organisation des Nations Unies et notre attachement à ses principes et à ses buts, ce que nous avons prouvé par nos actes. Nous sommes convaincus que c'est en l'Organisation que résident les espoirs de l'humanité de voir instaurer dans le monde la paix, la justice et la liberté. Nous ne partageons pas l'opinion de ceux qui n'ont pas confiance en l'Organisation et en ce qu'elle représente, et dont le comportement tend à saper son autorité et son efficacité. Malgré les nombreux obstacles et problèmes qui se sont constamment dressés devant elle, l'Organisation non seulement a survécu, mais encore a joué un rôle important dans le maintien de la paix mondiale en imposant une certaine contrainte morale. Aucune puissance, aussi forte soit-elle, ne peut méconnaître l'autorité morale de l'Organisation des Nations Unies.

15. Nous estimons qu'au cours de cette session les Nations Unies ont fait, d'une façon discrète, un grand pas en avant. Nous nous souvenons que la présente session de l'Assemblée s'est ouverte en une période de crise intense tant pour le monde entier que pour l'Organisation, crise encore accentuée par la disparition tragique de Dag Hammarskjöld, ce dévoué serviteur des Nations Unies qui a sacrifié sa vie à la cause de la paix. Il a été rassurant de voir que sur bien des problèmes des résolutions constructives ont été adoptées et des mesures concertées ont été prises. En ce qui concerne la question du Secrétaire général, l'accord auquel on est parvenu et qui préserve l'indépendance, l'autorité et le caractère international de ce poste, et le choix heureux de U Thant pour le remplir, ont permis de surmonter une crise et ont donné une vigueur nouvelle à l'Organisation des Nations Unies.

16. La situation confuse dans laquelle se trouvait le Congo et qui menaçait d'entraîner de graves complications internationales s'est nettement améliorée et, grâce à l'attitude patiente et résolue des Nations Unies, l'intégrité et l'indépendance de ce territoire ont été préservées et la paix a été rétablie. Parmi les résultats obtenus à cette session, il faut encore citer l'accord intervenu sur les principes du désarmement et sur la composition du Comité chargé de discuter cette question à Genève. Des mesures pour la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ont été adoptées et mises en application aussitôt.

17. Au sujet de la résolution [1724 (XVI)] sur la question algérienne, c'est avec joie que nous saluons la naissance d'une Algérie libre et indépendante, dont Chypre accueillera avec joie à l'Assemblée les représentants. Nous tenons à assurer le peuple algérien de notre solidarité fraternelle ainsi que de nos prières ferventes et de nos vœux pour que la paix soit enfin rendue à cette terre si cruellement éprouvée. Nous félicitons les dirigeants des deux parties en présence d'être finalement parvenus à un accord sur une solution juste et démocratique.

18. Nous espérons qu'on abordera tous les autres problèmes semblables dans un esprit de justice et de démocratie. Certains peuvent se rattacher à la guerre froide, comme ceux de Berlin et de la division de l'Allemagne. Quelles que soient les complexités

de ces situations, nous croyons que la seule solution durable serait celle qui tiendrait dûment compte du principe fondamental de la Charte, c'est-à-dire du droit du peuple allemand à décider de son avenir.

19. D'une façon générale, sur la question de la libre détermination, nous nous prononçons fermement en faveur de son application à tous les peuples conformément à la Charte et nous donnons notre appui sans réserve à toute mesure pacifique visant à liquider le colonialisme. Le peuple de Chypre, s'étant libéré d'une domination étrangère, éprouve un sentiment naturel de solidarité envers tous les peuples qui luttent pour acquérir la dignité de l'indépendance nationale. Nous estimons en outre que l'application du principe de la libre détermination est la condition essentielle pour parvenir à une liberté universelle et à une paix durable. Il ne peut en effet y avoir de paix lorsque les droits de l'homme à la liberté sont foulés aux pieds et lorsque le peuple est animé d'un esprit de rébellion.

20. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], à laquelle Chypre s'est associée sans réserve et que l'Assemblée générale a adoptée sans opposition, a marqué une étape dans la voie qui doit mener à la liberté mondiale. Nous nous engageons maintenant à donner notre plein appui à toutes mesures visant à mettre rapidement en application cette déclaration, ainsi qu'à toutes mesures particulières permettant de hâter le progrès vers l'indépendance en ce qui concerne les territoires où ce progrès a été étouffé ou retardé, ce qui a souvent entraîné des actes de violence et des effusions de sang. Nous croyons que les relations entre tous les peuples doivent avoir pour bases l'égalité, la liberté et la démocratie, et qu'il faut mettre fin au colonialisme, au néo-colonialisme ou à toute autre forme de domination ou d'injustice politique, où qu'elle se présente et dans quelque condition qu'elle soit imposée. L'héritage de dissensions et de rivalités que le colonialisme laisse derrière lui est particulièrement regrettable. Nous nous proposons — et c'est là notre vœu le plus ardent — d'accélérer le processus d'évolution vers l'indépendance dans le monde entier. Nous sommes convaincus que la disparition du colonialisme par la libération des peuples asservis supprimera en même temps les conditions défavorables qui nuisent au prestige moral des nations dominatrices et à leur heureuse influence dans la communauté internationale. Résister à l'inévitable paraît insensé. Rien ne peut arrêter la vague de la liberté.

21. Guidés par notre fidélité au principe de la libre détermination, nous nous efforcerons de le faire appliquer partout. Toute solution qui ne s'inspirerait pas de ce principe et qui ne serait pas marquée au sceau de la justice et de la démocratie ne pourrait être une solution valable ou durable.

22. L'accession d'un certain nombre de nouveaux pays à l'indépendance et l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation ont eu sur celle-ci un effet remarquable et lui ont donné une nouvelle vigueur. En tendant constamment de plus en plus à l'universalité, l'Organisation des Nations Unies devient une grande tribune internationale qui peut exercer une influence décisive dans les affaires mondiales.

23. Les pays qui ont accédé à l'indépendance récemment et qui comptent sur la sécurité collective pour préserver cette indépendance sont particulièrement

attachés aux principes de la Charte et à l'idée du maintien de la paix internationale par les Nations Unies. Ignorant les complications qu'entraîne la puissance, ils peuvent examiner avec une plus grande objectivité les questions morales qui sont à la base des problèmes internationaux. Ne connaissant pas les entraves politiques traditionnelles et les notions fortement enracinées d'une époque révolue, ils peuvent peut-être orienter plus facilement leur politique vers de nouveaux concepts, se vouer plus librement à la défense de certaines causes et s'adapter ainsi plus rapidement aux besoins de notre ère atomique. Les petits pays ont un rôle utile à jouer à l'Organisation, un rôle qui, s'il est tenu avec l'esprit de dévouement voulu, peut être une source de vigueur pour les Nations Unies et contribuer à une évolution pacifique. Agissant de concert et dans un esprit objectif, ces pays peuvent exercer une influence morale en faveur des Nations Unies et du développement de l'Organisation.

24. Si nous passons maintenant à la situation mondiale telle qu'elle se présente aujourd'hui, le problème majeur dont l'ombre alarmante s'étend sur le monde est celui de la menace de catastrophe que fait peser la course aux armements nucléaires. La question du désarmement est donc celle sur laquelle se porte de plus en plus l'attention du monde entier. La modification de la composition du Comité du désarmement qui siège à Genève, modification qui l'a rendu plus représentatif des Nations Unies en y faisant entrer huit Etats non alignés, a fait passer les négociations du niveau d'un dialogue de puissances à celui de pourparlers internationaux. La participation des nations non alignées peut contribuer de façon décisive à réduire des divergences de vues et c'est ce qui s'est produit en effet. Toutefois, malgré les efforts diligents qui ont été incontestablement déployés, aucun résultat important n'a été obtenu. L'impasse porte sur l'inspection et le contrôle. Il est indispensable que l'on puisse vérifier non seulement quelles armes ont été détruites mais encore quelles armes subsistent si l'on ne veut pas qu'une des parties obtienne sur l'autre un avantage au cours du désarmement, ce qui romprait l'équilibre des forces. En outre, la franchise qui découle de l'acceptation d'un contrôle crée l'esprit de confiance si nécessaire en matière de désarmement.

25. L'impossibilité d'aboutir à un accord sur l'interdiction des essais nucléaires est particulièrement affligeante. Les essais effectués dans l'atmosphère ne constituent pas simplement une aggravation des préparatifs de guerre; s'ils se poursuivent ils pourront, sans qu'aucune guerre éclate, entraîner la destruction lente mais inexorable de la santé et de la vie des générations présentes et futures. Il est regrettable qu'il n'ait pas été possible de conclure ne fût-ce qu'un traité distinct interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère, traité au sujet duquel il n'existait pas de fondamentales divergences de vues. Quoi qu'il en soit, le résultat net est que rien n'a été réalisé en matière de désarmement. Tous les efforts déployés au cours des années dans d'innombrables comités et d'innombrables conférences se sont invariablement traduits par un échec et le désarmement reste une ombre insaisissable. Dans l'intervalle, la course aux armements se fait chaque jour plus menaçante. L'impossibilité d'aboutir à un accord sur le désarmement et la cessation des essais nucléaires résulte d'un manque de confiance réciproque. C'est pourquoi il est absolument indispensable que tous — et en particulier les Nations Unies —

cherchent à trouver les moyens d'extirper la méfiance de l'esprit des négociateurs. Nous voulons tous voir mettre fin aux essais nucléaires, qui sont non seulement néfastes en eux-mêmes à la vie et à la santé de l'homme, mais qui ont de plus pour effet d'accroître la tension en accélérant la course aux armements. Mon pays est convaincu que la première mesure doit être de mettre fin aux essais nucléaires. Cette mesure assurerait une détente et créerait un climat plus favorable aux autres négociations sur le désarmement. Ce résultat obtenu, cela signifierait qu'une certaine confiance réciproque aurait été rétablie.

26. Ce climat de confiance peut être créé si les efforts déployés en faveur du désarmement s'assortissent d'efforts parallèles en vue d'instaurer la sécurité internationale dans un ordre mondial organisé. Nous ne sous-estimons pas les difficultés qui se présentent, mais telle est la seule façon réaliste d'aborder la question. Comme première mesure pratique, il faudrait que les Nations Unies se donnent un pouvoir de décision et une autorité exécutive et mettent sur pied à titre permanent une force de paix des Nations Unies. Lorsque les fondements de la sécurité internationale auront été établis, le désarmement en deviendra un corollaire et sera plus facilement réalisé. A cette fin, la première condition indispensable est celle du climat psychologique. Il faut redoubler d'efforts pour créer une confiance mutuelle en recherchant les points d'accord et en favorisant les intérêts communs. Le respect de la vie et la loyauté indéfectible envers l'humanité ne doivent pas être uniquement la prérogative des savants; il faut cultiver ces principes pour qu'ils entrent dans la conscience de tous et en particulier de ceux qui détiennent le pouvoir.

27. La sécurité dans laquelle nous vivons actuellement ne tient qu'à un mince fil, celui de l'équilibre des forces. Comme chacun le sait, une sécurité qui ne résulte que de l'élément de dissuasion qu'est la crainte réciproque est précaire et n'est pas durable. Le répit qui nous est accordé pendant cette période temporaire de sécurité ne doit pas être gaspillé, mais doit au contraire être mis à profit pour l'édification d'une paix positive. La grande difficulté à surmonter est celle qui provient des idées profondément enracinées qui appartiennent au passé.

28. L'apparition des armes atomiques a ouvert brusquement une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité. C'est une ère qui offre à l'homme de vastes possibilités d'un progrès inimaginable, mais aussi d'une destruction incontrôlable.

29. L'homme peut maintenant se détacher de sa planète et voyager dans l'espace extra-atmosphérique. Il peut détruire toute vie sur la planète et peut-être même en modifier le cours. Toutefois, il n'a guère fait de progrès sur le plan moral. Le fossé qui se creuse toujours plus profond entre le progrès scientifique et le progrès moral a créé un déséquilibre qui menace la perpétuation même de la vie. Pour que l'homme survive, il faudra que ce fossé soit comblé. L'heure est venue où le progrès de la science abolira le règne de la force dans la vie, ou bien abolira la vie elle-même. Aux préceptes de la morale s'ajoutent maintenant les exigences de la raison, inspirées par l'instinct de conservation. Par un renversement prodigieux, ce même instinct primitif de conservation, qui, dans son développement inconsidéré, engendrait et entretenait les guerres, devra maintenant abolir la guerre. Des modes de vie

nouveaux exigent de nouvelles manières de penser et d'agir. Ils appellent une réévaluation fondamentale des valeurs. Nous vivons en une époque où la conduite des affaires nationales et internationales exige une plus grande sagesse politique qui ne peut et ne doit pas être dissociée des principes moraux de base.

30. Nous avons atteint un point de l'évolution de l'homme où les divergences d'idéologies et d'intérêts contraires devront être transposées du plan de la violence physique à celui de la rivalité intellectuelle. La guerre devra céder la place à la compétition en vue de la conquête de l'esprit de l'homme dans la paix et la liberté de choix. Dans cette atmosphère plus claire d'un monde nouveau, l'homme pourra parvenir peu à peu, par la connaissance et la compréhension, à sa véritable libération, à sa libération de lui-même. Toutefois, pour instaurer un monde nouveau, l'humanité doit continuer à vivre. Une conception erronée de la vie, qui a accompagné l'humanité au cours des millénaires de son existence, la pousse actuellement de plus en plus vite vers une catastrophe mondiale. Parce que l'homme n'a pas tenu compte de l'importance des vérités universelles et de l'intégrité morale individuelle, il a forgé lui-même les chaînes de l'esclavage mécanique et est parvenu au bord de l'abîme de l'anéantissement nucléaire.

31. A cette heure, le message que j'adresse à l'Assemblée est un message de fidélité et de foi; fidélité à l'Organisation des Nations Unies et à ce qu'elle représente, foi en notre survie et en une vie nouvelle et plus large. L'intelligence de l'homme lui a permis de franchir l'atmosphère de l'univers physique; s'il l'applique au développement moral et à l'exploration des marches avancées de la vie spirituelle, elle lui permettra d'aborder les problèmes de la vie sous un angle nouveau. Elle peut fort bien aussi lui permettre d'établir un ordre public qui engendrera un monde unifié et une paix durable.

32. Nous avons tous une part de ces responsabilités. C'est à nous tous qu'il appartient de décider d'instaurer une vie nouvelle et plus large. C'est à ceux qui détiennent la puissance nucléaire qu'il appartient de décider d'écarter la catastrophe qui menace. C'est vers eux que se tournent nos pensées et nous espérons que, dans le sombre océan d'intérêts contraires et de préjugés contradictoires qui déferle autour d'eux et autour de nous tous, ils sauront reconnaître le phare sauveur et se diriger vers lui avec un courage et une résolution qui soient à la mesure de leur autorité et de la responsabilité qui leur incombe de donner au monde une direction éclairée.

33. Nous regardons l'avenir avec espoir et avons foi que l'humanité s'engagera finalement dans la voie de Dieu qui mène à la fraternité des hommes dans un monde nouveau et une vie nouvelle déterminés par un équilibre essentiel du progrès scientifique et du progrès moral.

34. Le PRÉSIDENT: Je suis certain d'être l'interprète de tous les membres de notre assemblée en exprimant à Sa Béatitude l'archevêque Makarios nos remerciements les plus sincères pour l'allocution qu'il

vient de nous adresser et que nous avons écoutée avec un très vif intérêt.

Sa Béatitude l'archevêque Makarios se retire.

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'avenir du Ruanda-Urundi: rapport de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi (suite*)

35. Le PRÉSIDENT: Nous passons maintenant au point 49 de l'ordre du jour. Conformément à la résolution 1743 (XVI), en date du 23 février 1962, l'Assemblée reprend aujourd'hui sa seizième session aux fins d'examiner exclusivement la question de l'avenir du Ruanda-Urundi.

36. Le rapport de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi a été distribué sous la cote A/5126 et Add.1. Selon la pratique suivie par l'Assemblée et aux termes de son règlement intérieur, la question devrait être examinée par la Quatrième Commission, qui présenterait ensuite un rapport à l'Assemblée générale.

37. Si aucune objection n'est soulevée, je considérerai que l'Assemblée accepte cette procédure.

Il en est ainsi décidé.

38. Le PRÉSIDENT: La première séance de la Quatrième Commission chargée d'examiner le rapport de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi est prévue pour demain vendredi, 8 juin, à 15 heures. J'espère que la Commission, sous l'émminente présidence de Mlle Brooks, conduira ses travaux avec célérité et que nous pourrions bientôt examiner son rapport en séance plénière.

39. D'autre part, une séance du Bureau est prévue pour demain matin à 10 h 30, et il m'a été signalé que certains présidents et vice-présidents de commission sont absents actuellement et se trouvent par conséquent dans l'impossibilité de participer aux délibérations du Bureau de l'Assemblée.

40. Sur la base de certains précédents qui ont été suivis en pareille circonstance, il m'a été suggéré que, sauf objection de la part de l'Assemblée, les chefs des délégations auxquelles appartiennent les présidents et vice-présidents de commission dont il s'agit soient autorisés à remplacer ces derniers aux délibérations du Bureau. Cette mesure exceptionnelle s'appliquerait aux délégations de l'Italie, des Philippines et du Danemark, le Président de la Première Commission, M. Amadeo, de la délégation de l'Argentine, pouvant être remplacé par le Vice-Président de cette commission, qui est actuellement présent parmi nous.

41. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée approuve la mesure proposée.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 5.

*Reprise des débats de la 1106ème séance.